

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Grèce : la grève générale la plus massive depuis le début de la crise

- International -

Date de mise en ligne : vendredi 21 octobre 2011

Démocratie & Socialisme

Une grève générale de 48 heures, la cinquième depuis le début de l'agression de la finance et de la troïka (Banque Centrale européenne, Commission européenne et FMI) contre le peuple grec a été suivie par des centaines de milliers de Grecs. Les manifestations ont rassemblé 270 000 personnes (1,6 millions à l'échelle de la France).

Face à cette gigantesque mobilisation, le premier Ministre Georges Papandréou a aussitôt déclaré : « Tous ces gens qui font du chantage et prennent le pays en otage, en occupant les bâtiments, en laissant les ordures s'entasser dans les rues, en fermant les ports et le Parthénon, doivent nous expliquer en quoi cela va nous aider à retomber sur nos pieds ».

Ne serait-ce pas plutôt à Papandréou d'expliquer pourquoi il est complice du chantage et de la prise d'otage de la population grecque par la finance et la troïka ? Il refuse aux grévistes le droit de fermer les ports mais il accepte que ces derniers soient bradés aux multinationales européennes. Il leur refuse le droit d'occuper les bâtiments mais dans le cadre du plan de privatisation, il livre les aéroports et une partie du patrimoine immobilier de la Grèce aux mêmes multinationales européennes.

En quoi cette politique peut-elle bien aider la Grèce « à retomber sur ses pieds ? » C'est très exactement l'inverse qui se produit. Les plans d'austérité à répétition enfoncent la Grèce dans une récession de plus en plus profonde : le gouvernement grec prévoit une nouvelle baisse de 5,5 % du PIB en 2011. Les plans d'austérité font exploser les déficits publics : 14,4 milliards d'euros pour le premier trimestre 2011, alors que la troïka prévoyait 16,6 milliards pour toute l'année. Une récession qui, loin de faire baisser les taux d'intérêts des obligations grecques, comme l'avait prévu, là encore, la troïka, les fait grimper à des niveaux démentiels : plus de 50 % pour les obligations grecques de moins de deux ans (1,65 % pour les obligations allemandes de même durée).

Cette politique accentue le poids de la dette (bientôt 170 % du PIB), enfonce toujours plus la Grèce dans la récession et la plus grande partie de la population de la Grèce dans la misère économique et humaine (doublement du nombre de suicides en un an, multiplication par 1,5 du nombre des consultations psychiatriques dans le même temps).

Les grévistes, les manifestants grecs ont donc raison de s'opposer, par les moyens qui sont les leurs, à cette politique et au vote d'un nouveau plan d'austérité par un Parlement qui n'a plus rien à voir avec le pays réel.

Les soi-disant « plans d'aide » à la Grèce ne sont que des plans de sauvetage des banques. Il suffit de constater l'effondrement des valeurs bancaires dans la totalité des bourses européennes pour comprendre ce qui est réellement en jeu. Les dettes privées (en particulier celles des banques et des assurances) ont été transférées aux dettes publiques lors de la crise de 2007-2008. Les banques, dopées par les milliers de milliards d'euros et de dollars mis à leur disposition par la Banque centrale européenne et la Réserve fédérale des États-Unis, ont utilisé une bonne partie de ces fonds à spéculer sur les titres des dettes publiques des pays périphériques de la zone euro (Grèce, Irlande, Italie, Espagne, Portugal) et sont maintenant au bord de la faillite. Il va falloir encore dépenser des centaines de milliards d'euros pour les recapitaliser alors qu'elles n'avaient strictement rien changé à leurs pratiques qui avaient conduit à la crise de 2007-2008.

Si Papandréou décidait de s'appuyer sur la mobilisation des salariés, des indignés grecs et de procéder à un audit public de la dette publique grecque afin de déterminer quelle part de la dette est légitime et doit être remboursée et quelle part ne l'est pas et ne doit pas être remboursée, il aurait la finance et les créanciers de la Grèce à ses pieds, prêts à renégocier le montant de la dette grecque pour ne pas tout perdre. Mais comme Zapatero ou Socratès, la seule issue qu'il entrevoit est celle, totalement illusoire, qui consiste à « rassurer » les marchés financiers alors qu'il faudrait leur casser les reins.

Grèce : la grève générale la plus massive depuis le début de la crise

Demain, ce sont l'ensemble des pays européens qui subiront les mêmes agressions pour tenter d'apaiser la finance, de garder les notes AAA ou AA+ et essayer de sauver, une nouvelle fois, les banques.

Jérôme Frévent